

Questions au Feuilleton

2. Quels sont le nom des membres du Conseil et les nom et titre des employés qui les ont accompagnés à l'audience?

3. Combien a-t-on versé en dépenses à chaque membre du Conseil et employé entre leur départ de leur domicile pour l'audience et leur retour?

4. a) Comment chaque membre du Conseil et employé a-t-il fait l'aller-retour Ottawa-Edmonton, b) combien a coûté le transport de chaque membre du Conseil et employé, c) combien en a-t-il coûté en transport en Alberta, entre leur arrivée à Edmonton et leur départ, à la fin de l'audience?

5. Quelle allocation quotidienne a été versée à chaque membre du Conseil et employé et pour quels jours?

6. Combien chaque membre du Conseil et employé a-t-il touché en sus de l'allocation quotidienne et quelle est la ventilation de chaque dépense?

7. a) Combien a-t-on payé en frais d'hébergement au Château Lacombe pour la durée de l'audience, b) quelle est la ventilation de chaque poste de dépense et coût?

8. a) Quel équipement les membres du Conseil ont-ils apporté pour l'audience, b) combien a coûté chaque pièce d'équipement, y compris leur transport aller-retour Ottawa-Edmonton?

(Le document est déposé.)

[Traduction]

M. Smith: Madame le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

Mme le Président: Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

* * *

PÉTITIONS

M. OGLE—L'AUTODÉTERMINATION DES NICARAGUAYENS

Mme le Président: J'ai l'honneur de signaler à la Chambre que le greffier de la Chambre a déposé sur le bureau le quatre cent troisième rapport du greffier des pétitions qui déclare avoir examiné la pétition présentée par le député de Saskatoon-Est (M. Ogle) le lundi 28 février 1983, et l'avoir trouvée conforme aux exigences du Règlement quant à la forme.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

L'IMPÔT SUR LE REVENU

MODIFICATION DE LA LÉGISLATION

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Lalonde: Que le projet de loi C-139, tendant à modifier la législation relative à l'impôt sur le revenu, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité plénier.

L'hon. Erik Nielsen (chef de l'opposition): Monsieur le Président, nous participons à ce débat avec amertume et exaspération, comme c'est souvent le cas ces jours-ci. Qu'est-il advenu des belles promesses de 1980, de cet avenir prometteur? Les grandes espérances et les magnifiques projets que nous annonçait le gouvernement en prenant le pouvoir se sont

transformés en rêves évanouis, en promesses envolées, en projets abandonnés et en avantages oubliés.

Au moment d'entrer à la Chambre aujourd'hui, monsieur le Président, nous avons appris la chute catastrophique du produit national brut, la valeur globale de tous les biens et services fournis par les Canadiens. Il a fléchi de 5 p. 100. Il s'agit de pire rendement de la production nationale depuis 1933, année qui fut le point culminant de la grande dépression, avec ses soupes populaires, ses défilés de chômeurs, ses saisies de fermes, ses banques en faillite et un désespoir général. Au lieu de stimuler l'économie, le gouvernement l'a paralysée. Au lieu d'encourager les investissements, le gouvernement a fermé la porte aux investisseurs. Au lieu de laisser le secteur privé faire ce qu'il fait le mieux, c'est-à-dire fournir des emplois aux Canadiens, le gouvernement a adopté une politique d'intervention, restreignant et paralysant le secteur privé, lui enlevant tout esprit d'initiative et, naturellement, toutes ses ressources.

● (1520)

Seulement dans le domaine énergétique, le gouvernement a manqué l'occasion de créer 10,000 emplois parce qu'il a bousillé le projet Alsands, le pipe-line de gaz naturel de la route de l'Alaska et d'autres mégaprojets qui auraient donné à notre économie le coup de pouce dont elle avait tant besoin. Il a laissé tomber ces mégaprojets, mais il a approuvé le projet Gillespie parce qu'un facteur militait en faveur de ce dernier et non des autres: il était urgent, étant parrainé par un libéral. Jour après jour, nous avons pris la parole à la Chambre pour dire au gouvernement que l'économie chancelante avait des répercussions néfastes dans toutes les circonscriptions.

Cette semaine, une délégation de notables de ma circonscription du Yukon fait la tournée des cabinets de ministres, essayant de trouver quelqu'un qui s'intéresse tant soit peu à rouvrir la mine Cyprus-Anvil, à Faro, un des plus gros employeurs dont dépendent 40 p. 100 de l'économie dans cette région du Yukon. Les Japonais veulent acheter le plomb et le zinc de la mine. Le président de la Fédération des travailleurs du Yukon fait partie de cette délégation, ces travailleurs sont impatients de retourner au travail après avoir tenté toutes les démarches possibles. Néanmoins, le gouvernement et sa protégée, Dome Petroleum, qui n'a racheté la mine que pour le plaisir de la fermer, n'ont pas encore bougé.

Ce n'est pas une délégation ordinaire. Elle représente le White Pass and Yukon Railway, la Fédération des travailleurs du Yukon, le député territorial de la circonscription, la municipalité de Faro, en la personne de son maire, le Congrès du travail du Canada, et d'autres citoyens intéressés. Des groupements de tout le Canada ont présenté des mémoires, des pétitions, des demandes et des requêtes, mais le gouvernement a manifesté une force d'inertie stupéfiante devant cette levée de boucliers.